

SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE

(SONAL SA)

SOCIETE ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION

CAPITAL SOCIAL:

Trois milliards huit cent deux millions neuf cent quatre-vingt-huit mille sept cent quarante-cinq francs congolais(3.802.988.745FC)

SIEGE SOCIAL

Avenue de l'Equateur, n°203 – Commune de la Gombe
République Démocratique du Congo

Statuts

LES SOUSSIGNES

1° La REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, ici agissant par Son Excellence Madame la Ministre du Portefeuille dont les bureaux sont situés au n°707, avenue Wagenia, à Kinshasa/GOMBE, ici représentée par Monsieur Clément MUSHENGEZI, en vertu d'une procuration spéciale lui délivrée en date du 28/ 06/ 2014.

2° SEGBIA NZAPA KOLI Jean Lambert: Né à Libenge le 14 mars 1955, résident sur avenue Petunias n°508 dans la Commune de Limete ;

3° KOSSIA NGAMA Joseph Désiré : Né à Kinshasa, le 17 septembre 1962, résident au n°3917 Fernando Drive Euless, Texas 76040 aux USA ;

4° FANGBI NGINDO KEGBE POPOLIPO : Né à Dula le 03 janvier 1936, résident sur la 12ème rue résidentielle n°563 dans la Commune de Limete ;

5° La CODIS Sprl : La société CODIS, dont le siège social est établi au n°2893, avenue NGUMA, Quartier Joli Parc, Commune de NGALIEMA, Kinshasa, République Démocratique du Congo, agissant par KOTO YASHAR valentin, en vertu d'une procuration lui délivrée en date 28 juin 2014 ;

6° GEREMBAYA NGOGBE : Né à Kinshasa, le 20 mars 1958, résident au n°93, avenue NGUMA, Quartier Joli Parc, Commune de NGALIEMA.

7° NAMWISI LUMANA Jeanne Clémentine : Née à Bruxelles le 28 février 1964, résidente à la galerie ALBERT 3ème niveau n°2 à Kinshasa/Ngaliema.

SOMMAIRE

Article		Page
Article 1.	Forme	5
Article 2.	Dénomination sociale	5
Article 3.	Objet	5
Article 4.	Siège social	6
Article 5.	Durée	6
Article 6.	Capital social - Actions	6
Article 7.	Augmentation et Réduction de Capital	7
Article 8.	Comptes courants	10
Article 9.	Libération des actions	10
Article 10.	Forme des actions	11
Article 11.	Transmission des actions	11
Article 12.	Nantissement des actions	12
Article 13.	Droits et obligations attachés aux actions	13
Article 14.	Indivisibilité des actions - Nue-Propriété - Usufruit	13
Article 15.	Conseil d'Administration	13
Article 16.	Réunions du Conseil d'Administration	14
Article 17.	Constatation des délibérations du Conseil d'Administration	15
Article 18.	Pouvoirs du Conseil d'Administration	16
Article 19.	Responsabilité des Administrateurs	17
Article 20.	Direction Générale	17
Article 21.	Rémunération des Dirigeants	18
Article 22.	Conventions réglementées	18
Article 23.	Conventions interdites	19
Article 24.	Cautionnements, avals et garanties	19
Article 25.	Nature des Assemblées Générales et époque de leur réunion	20
Article 26.	Règles applicables à toutes les Assemblées Générales	20
Article 27.	Règles relatives aux Assemblées Générales Ordinaires	24

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
GUICHET UNIQUE
OFFICE NOTARIAL
DE CRÉATION D'ENTREPRISE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DROITS HUMAINS

Article 28. Règles relatives aux Assemblées Générales Extraordinaires 25

Article 29. Nomination - Pouvoirs et rémunération des commissaires aux comptes 26

Article 30. Responsabilité 26

Article 31. Année sociale 27

Article 32. Comptes 27

Article 33. Affectation et répartition des bénéfices 28

Article 34. Fusion - Scission 29

Article 35. Transformation 29

Article 36. Apports partiels d'actifs 29

Article 37. Dissolution à l'arrivée du terme statutaire à défaut de prorogation 29

Article 38. Dissolution anticipée 30

Article 39. Liquidation amiable 30

Article 40. Liquidation par voie de justice 31

Article 41. Contestations 31

Article 42. Publicité 31

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
GUICHET UNIQUE
OFFICE NOTARIAL
DE CRÉATION D'ENTR...

Article 28. Règles relatives aux Assemblées Générales Extraordinaires 25

Article 29. Nomination - Pouvoirs et rémunération des commissaires aux comptes 26

Article 30. Responsabilité 26

Article 31. Année sociale 27

Article 32. Comptes 27

Article 33. Affectation et répartition des bénéfices 28

Article 34. Fusion - Scission 29

Article 35. Transformation 29

Article 36. Apports partiels d'actifs 29

Article 37. Dissolution à l'arrivée du terme statutaire à défaut de prorogation 29

Article 38. Dissolution anticipée 30

Article 39. Liquidation amiable 30

Article 40. Liquidation par voie de justice 31

Article 41. Contestations 31

Article 42. Publicité 31

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
GUICHET UNIQUE
OFFICE NOTARIAL
DE CRÉATION D'ENTR
MINISTÈRE DE L'
ISTRICE ET DES

Préambule

Attendu que la fondation de la « Société Nationale de Loterie », SONAL sarl en sigle, a été autorisée par l'Ordonnance n°84/155 du 04 juillet 1984 ;

Attendu que la SONAL sarl a effectivement été opérationnelle depuis sa création jusqu'à ces jours conformément au Décret du 27 février 1887 relatif aux sociétés commerciales ;

Attendu qu'en 2004, la République Démocratique du Congo a enclenché le processus de l'adhésion à l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), et dont le texte définitif autorisant la ratification du traité OHADA a été adopté par le parlement congolais le 15 Décembre 2009 ;

Qu'à la suite de l'adhésion de la République Démocratique du Congo au traité de l'OHADA par le dépôt, le 13 juillet 2012, auprès des Autorités de la République du Sénégal, Etat dépositaire du traité de l'OHADA, de ses instruments d'adhésion audit traité, la République Démocratique du Congo devient ainsi, officiellement, le dix-septième Etat membre à l'OHADA ;

Que le 12 Septembre 2012, marque le point de départ de l'application du traité et des Actes uniformes sur tout le territoire Congolais ;

Que c'est pourquoi la SONAL sarl, opérationnelle depuis presque trente ans, doit se conformer au traité de l'OHADA ;

D'où l'existence actuelle du projet en annexe, des statuts harmonisés ou adaptés au traité de l'OHADA et de l'Acte Uniforme relatif aux sociétés commerciales et au groupement d'intérêt économique évoqué ci-haut.

De ce qui précède, la Société Nationale de Loterie, société par actions à responsabilité limitée, SONAL Sarl, devient aujourd'hui Société Nationale de Loterie, Société Anonyme, « SONAL S.A. » en sigle.

TITRE I - FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1. Forme

La société adopte la forme d'une société anonyme avec conseil d'administration et sera régie par l'Acte Uniforme et par tous textes légaux et réglementaires ultérieurs complémentaires ou modificatifs et par les présents Statuts.

Article 2. Dénomination sociale

La dénomination de la Société est SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE, en abrégé SONAL.

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, les factures, les annonces et publications diverses. La dénomination sociale sera immédiatement précédée ou suivie immédiatement en caractères lisibles des mots: « Société Anonyme » ou du sigle « S.A.», du mode d'administration de la Société, du montant de son capital social, de l'adresse de son siège social et de la mention de son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, de son numéro d'identification nationale et de son numéro impôt.

Article 3. Objet

La société a pour objet:

- d'organiser et d'effectuer toutes opérations des jeux de hasard, de loteries, et de concours de pronostics sous toutes leurs formes ;
- de contribuer dans la mesure déterminée par l'Assemblée Générale à la promotion des œuvres sociales et artistiques, au développement des activités socio-économiques ainsi qu'à d'autres fins d'utilité publique.

La Société peut effectuer soit elle-même, soit pour le compte de tiers, toutes opérations mobilières, immobilières, financières, commerciales ou civiles entrant dans son objet social ou de nature à en favoriser la réalisation.

La Société peut aussi s'intéresser par voie d'apports, souscription, fusion, participation financière ou sous toute autre forme dans des sociétés ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe au sien ou de nature à faciliter ou à développer directement son activité.

L'objet social peut en tout temps être modifié par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour la modification des Statuts.

Article 4. Siège social

Le siège social est établi au numéro 203 de l'avenue de l'Equateur dans la Commune de la Gombe, à Kinshasa en République Démocratique du Congo.

Toutefois, le Conseil d'Administration pourra décider du transfert du siège social en tout autre endroit du territoire de la République Démocratique du Congo et modifiera les Statuts en conséquence, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Des sièges d'exploitation, des succursales, des bureaux de représentation ou de liaison, agences ou autres structures peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du Conseil d'Administration qui pourra ensuite les transférer ou les supprimer chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Article 5. Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans, à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, la durée de la Société peut être prorogée une ou plusieurs fois, dans chaque cas pour une période ne pouvant excéder quatre-vingt-dix-neuf (99) années.

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la durée de la Société, les Actionnaires doivent être consultés à l'effet de décider si la durée de la Société doit être prorogée.

A défaut, tout Actionnaire peut demander à la juridiction compétente dans le ressort de laquelle est situé le siège social, statuant à bref délai, la désignation d'un mandataire ad hoc chargé de provoquer la consultation prévue à l'alinéa précédent.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL – MODIFICATION DE CAPITAL – ACTIONS ET OBLIGATIONS

Article 6. Capital social - Actions

6.1 Capital social

Au jour de la mise en harmonie des présents statuts, le capital social est fixé à la somme de trois milliards huit cent deux millions neuf cent quatre-vingt-huit sept cents quarante cinq mille (CDF 3.802.988.745). Il a été intégralement souscrit et libéré par chacun des actionnaires ici soussignés.

Le montant de ce capital social est représenté par 10.000 actions, toutes en numéraires, d'une valeur nominale de trois cents quatre-vingt mille deux cents quatre-vingt-dix-huit (CDF 380.298,00) chacune et repartit comme suit :



Actionnaires	Nombre d'actions	Valeurs des actions
République Démocratique du Congo	6.000	2.281.796.745
SEGBIA NZAPA KOLI	2.000	760.587.000
KOSIA NGAMA	850	303.253.300
FAINGBI NGINDO KEGBE	500	190.149.000
SERIEMBAYA NGOGBE	100	38.029.800
Société CODIS	500	190.149.000
NAWWISI LUMANA Clémentine	50	19.014.900

TOTAL : dix mille actions 10.000

Article 7. Augmentation et Réduction de Capital

7.1 Augmentation du capital

7.1.1 Modalités

Le capital social de la Société peut être augmenté en une ou plusieurs fois, soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées:

- par apports en numéraire : en espèces, par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, ou par incorporation de réserves, bénéfices ou de primes d'apports, d'émission ou de fusion, ou
- par apports en nature.

Les actions nouvelles sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Les augmentations de capital par majoration du montant nominal des actions ne sont décidées qu'avec le consentement unanime des Actionnaires, à moins qu'elle ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'apports, d'émission ou de fusion.

Le capital doit être entièrement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour autoriser une augmentation de capital, sur le rapport du Conseil d'Administration et sur le rapport du commissaire aux comptes.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire autorise l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Conseil d'Administration, selon le cas, la compétence pour décider de l'augmentation de capital. Dans ce cas, elle fixe la durée, qui ne peut excéder vingt-quatre (24) mois, durant laquelle cette délégation peut être utilisée et le plafond global de cette augmentation. Le Conseil d'Administration dispose alors des pouvoirs nécessaires pour fixer les modalités d'émission, constater la réalisation de l'augmentation de capital qui en résulte et procéder à la modification corrélative des Statuts.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire décide elle-même de l'augmentation de capital, elle peut également déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer tout ou partie des modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des Statuts. L'augmentation de capital doit être réalisée dans un délai de trois (3) ans à compter de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui l'a décidée.

Par dérogation à ce qui prévu ci-dessus, les augmentations de capital réalisées par incorporation de réserves, bénéfices ou de primes d'apports, d'émission ou de fusion sont décidées par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le prix d'émission des actions nouvelles ou les conditions de fixation de ce prix doivent être déterminés par l'Assemblée Générale Extraordinaire sur rapport du Conseil d'Administration, et sur celui des commissaires aux comptes.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire a délégué ses pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de réaliser l'augmentation de capital, il appartient au Conseil d'Administration d'établir, au moment où il fait usage de cette autorisation, un rapport complémentaire, décrivant les conditions définitives de l'opération établie conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les Actionnaires sont informés de l'émission d'actions nouvelles et de ses modalités par lettre au porteur contre récépissé, lettre recommandée avec avis de réception, télécopie, ou courrier électronique (chacun des modes de notification ci-dessus étant désignéci-après comme un **Mode de Communication Autorisé**) six (6) jours au moins avant la date d'ouverture de la souscription à la diligence du Conseil d'Administration ou de toute personne mandatée à cet effet. Ledit avis contient les mentions de l'article 598 de l'Acte Uniforme.

7.1.2 Droit préférentiel de souscription

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les Actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles qui doivent être émises pour réaliser une augmentation de capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui autorise et/ou décide d'une augmentation de capital, peut, en faveur d'un ou plusieurs bénéficiaires nommément désignés, supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation du capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation.

Les Actionnaires peuvent renoncer, à titre individuel, à leur droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées. Ils peuvent également renoncer à ce droit sans indication de bénéficiaires.

L'augmentation de capital est réputée réalisée à compter du jour de l'établissement de la déclaration notariée de souscription et de versement.

7.1.3 Augmentation de capital par apports en nature et/ou stipulations d'avantages particuliers

En cas d'apports en nature et/ou stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés, à l'unanimité des Actionnaires ou à défaut, à la requête du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général, selon le cas, par la juridiction compétente du lieu du siège social.

Le commissaire aux apports est soumis aux mêmes incompatibilités que le commissaire aux comptes. Il ne peut être le commissaire aux comptes de la Société.

Il élabore, sous sa responsabilité, un rapport qui décrit chacun des apports et/ou des avantages particuliers, en indique la valeur, précise le mode d'évaluation retenu et les raisons de ce choix et établit que la valeur des apports et/ou des avantages particuliers correspond au moins à la valeur du nominal des actions à émettre.

Les actions d'apports en nature sont intégralement libérées dès leur émission.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue sur l'approbation des apports en nature ou octrois d'avantages particuliers. Si elle approuve l'évaluation des apports ou l'octroi des avantages particuliers, elle constate la réalisation de l'augmentation de capital.

7.2 Réduction du capital

Le capital social de la Société peut être réduit soit par la diminution de la valeur nominale des actions, soit par la diminution du nombre des actions.

La réduction de capital est autorisée et décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire statuant sur un rapport du commissaire aux comptes, qui peut déléguer au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre Actionnaires, sauf consentement exprès des Actionnaires défavorisés.

Le capital social de la Société peut être réduit :

- par remboursement aux Actionnaires d'une partie de leurs apports qui peut être effectué par remboursement en numéraire ou par attribution d'actifs, ou
- par imputation des pertes de la Société.

Si la réduction n'est pas motivée par des pertes, les créanciers de la Société peuvent s'opposer à la réduction du capital de la Société, conformément aux dispositions des articles 633 et suivants de l'Acte Uniforme.

Souscription, achat et nantissement par la Société de ses propres actions

La souscription, l'achat ou la prise en nantissement par la Société de ses propres actions, directement ou par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de la Société, est interdite, sauf dérogations prévues par l'Acte Uniforme.

De même, la Société ne peut avancer des fonds, accorder des prêts ou consentir une sûreté en vue de la souscription ou l'achat de ses propres actions par un tiers.

Article 8. Comptes courants

Les actionnaires peuvent mettre ou laisser à la disposition de la Société, toutes sommes, produisant ou non des intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.

Les modalités de ces prêts sont arrêtées par accord entre le Conseil d'Administration et l'Actionnaire intéressé. Lorsque l'Actionnaire intéressé est un Administrateur ou Directeur Général, cet accord est soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la Société et ses administrateurs ou Directeur Général, en ce qui concerne, notamment la détermination des taux d'intérêt.

Article 9. Libération des actions

Les actions représentatives d'apports en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription d'un quart au moins de la valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Les fonds doivent être déposés par les dirigeants sociaux, pour le compte de la Société, soit dans un établissement de crédit ou de micro-finance dûment agréé, domicilié en République Démocratique du Congo, soit en l'étude d'un notaire dans un délai de huit (8) jours à compter de la réception des fonds.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du Conseil d'Administration, dans un délai de trois (3) ans à compter du jour où l'augmentation de capital est réalisée.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des Actionnaires, quinze (15) jours au moins avant l'exigibilité du versement, par l'un ou l'autre des Modes de Communications Autorisés.

A défaut de libération du surplus dans les délais fixés par le Conseil d'Administration, la Société adresse à l'Actionnaire défaillant une mise en demeure par l'un ou l'autre des Modes de Communications Autorisés. Les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives, jour par jour, d'un intérêt au taux de [•], à compter du jour où le versement devait être effectué, sans préjudice de dommages et intérêts le cas échéant.

L'Actionnaire défaillant, les cessionnaires successifs et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant non libéré de l'action.

Toutefois, les actions nouvelles résultant pour partie de versements d'espèces, et pour partie d'une incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'apport, d'émission ou de fusion doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

En cas de libération d'actions par compensation de créances sur la Société, ces créances font l'objet d'un arrêté des comptes qui doit être établi par le Conseil d'Administration, et certifié exact par le commissaire aux comptes.

Les actions représentatives d'apports en nature doivent être intégralement libérées dès leur émission.

Article 10. Forme des actions

Les actions sont nominatives.

Les titres nominatifs sont représentés par des certificats signés par le Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général et d'un administrateur et indiquant les noms, prénoms et domicile du titulaire, le nombre d'actions, la valeur nominale, le numéro des actions possédées par le titulaire et la date de jouissance.

Article 11. Transmission des actions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de l'inscription de la mention modificative. Elles demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La cession des actions ne peut s'opérer que par une déclaration de transfert signée du cédant ou de son mandataire, envoyée à la Société laquelle devra être inscrite sur le registre des titres nominatifs de la Société.

Les cessions d'actions entre Actionnaires, qu'elles soient à titre gratuit ou onéreux, sont libres.

Toute cession d'actions à un tiers, qu'elle soit à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration statue sur la demande d'agrément aux conditions de quorum et de la majorité prévues dans les Statuts. Si le cédant est Administrateur, il ne prend pas part au vote, et sa voix est déduite pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les limitations à la transmission des actions ne peuvent s'opérer en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant.

Le droit préférentiel de souscription attaché à une action est négociable dans les mêmes conditions que l'action elle-même pendant la durée de souscription de l'augmentation de capital.

Les actions non libérées des versements exigibles ne peuvent faire l'objet de transmissions.

Article 12. Nantissement des actions

Le projet de nantissement doit être préalablement adressé à la Société par tout moyen permettant d'établir sa réception effective par le destinataire, en indiquant les nom, prénoms ou la dénomination sociale du bénéficiaire et le nombre d'actions devant être nanties.

Tout projet de nantissement d'actions est soumis à l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

L'agrément résulte soit d'une acceptation du nantissement donnée dans les mêmes formes que la demande, soit du défaut de réponse dans le délai de un (1) mois à compter de la demande.

Le consentement donné par le Conseil d'Administration à un projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties. A défaut de consentement préalable donné par la Conseil d'Administration, la cession des actions intervenant dans le cadre de la réalisation d'un nantissement est soumise à l'agrément de celui-ci.

Article 13. Droits et obligations attachés aux actions

A chaque action est attaché un droit de vote proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une (1) voix.

A chaque action est attaché un droit au dividende proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque action confère un droit sur les actifs nets de la Société lors de leur répartition, à sa dissolution ou à l'occasion d'une réduction de capital, proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions dûment prises par l'Assemblée Générale.

Les Actionnaires ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

Article 14. Indivisibilité des actions - Nue-Propriété - Usufruit

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. En conséquence,la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Si plusieurs personnes ont des droits sur une même action, l'exercice de ces droits est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée parmi les indivisaires pour les exercer à l'égard de la Société.

TITRE III - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

Article 15. Conseil d'Administration

15.1 Composition, nomination et révocation des Administrateurs

La Société est administrée par un Conseil composé de huit (8) membres, pris parmi les Actionnaires ou en dehors d'eux, et nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Chaque Actionnaire propose un Administrateur pour chaque tranche de douze pourcent (12% des actions du capital social qu'il possède.

Conformément à l'alinéa deux un du présent article, cinq (5) Administrateurs sont nommés su une liste des candidats présentés par la République Démocratique du Congo et trois (3 Administrateurs pour représenter les intérêts des Actionnaires autres que la Républiqu Démocratique du Congo.

Le Conseil choisit en son sein son Président parmi les Administrateurs représentant les intérê de la République Démocratique du Congo suivant les critères cumulatifs de compétenc d'expérience, d'expertise, de moralité et de bonne gouvernance.

Le Conseil nomme son secrétaire choisi dans ou en dehors de son sein.

Durée des fonctions d'Administrateur

Les Administrateurs sont nommés pour un mandat de trois (3) ans.

Le mandat des Administrateurs, y compris celui du Président du Conseil d'Administration, est renouvelable.

Les Administrateurs sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le mandat des Administrateurs sortants non reconduits cesse immédiatement après l'Assemblée Générale qui a procédé à la nomination de leurs successeurs.

Article 15. Réunions du Conseil d'Administration

Convocation

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président, aussi souvent que nécessaire. Toutefois, des Administrateurs constituant le tiers (1/3) au moins des membres du Conseil d'Administration peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, convoquer le Conseil d'Administration, si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois.

Les convocations sont faites aux frais de la Société par l'un ou l'autre des Modes de Communications Autorisés.

Les réunions du Conseil d'Administration se tiennent au siège social ou tout autre endroit du territoire national ou en dehors du territoire national tel que stipulé dans la convocation.

Les séances du Conseil d'Administrations sont présidées par le Président. En cas d'empêchement de ce dernier, les séances sont présidées par l'Administrateur choisi à cette fin par les Administrateurs présents ou, à défaut d'entente, par le doyen en âge.

Quorum - Majorité

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas d'égalité de voix, celle du président de séance est prépondérante.

Toutefois, les décisions ci-après ne peuvent être prises qu'à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents ou représentés : création de filiale, investissements d'un montant supérieur à l'équivalent en francs congolais d'un million de dollars américains.

Si dans une séance du Conseil d'Administration réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs Administrateurs s'abstiennent parce qu'ils ont un intérêt opposé à celui de la Société, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés.

Le président de la séance n'aura pas de voix prépondérante en cas de partage des voix.

Participation par visioconférence

Les Administrateurs peuvent participer au Conseil d'Administration par visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, et dans ce cas, peuvent voter oralement.

Afin de garantir l'identification et la participation effective à la réunion du Conseil d'Administration des Administrateurs y participant par des moyens de télécommunication, ces moyens doivent transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

En cas de participation d'Administrateur(s) par visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunication, le Conseil ne peut valablement délibérer que si au moins un tiers (1/3) des Administrateurs physiquement présent.

Représentation

Un Administrateur peut donner, par l'un des Modes de Communications Autorisés mandat à un autre Administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'Administration. Chaque Administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

Confidentialité

Les Administrateurs ainsi que toute personne appelée à participer aux réunions du Conseil d'Administration sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel.

Article 17. Constatation des délibérations du Conseil d'Administration

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux mentionnant la date, le lieu de la réunion, le nom des administrateurs présents, représentés ou absents. Les procès-verbaux font également état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du Conseil d'Administration en vertu d'une décision du Conseil, et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion.

Les procès-verbaux des délibérations sont certifiés sincères par le Président de séance et par au moins un administrateur. En cas d'empêchement du Président de séance, ils sont signés par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général ou à défaut, par un administrateur désigné à cet effet.

Article 18. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales, et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Président du Conseil d'Administration opère les vérifications qu'il juge opportunes et peut se faire communiquer par le Directeur Général tous les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Le Président du Conseil d'Administration est tenu de communiquer à chaque Administrateur ces documents et informations.

Le Conseil d'Administration dispose notamment des pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

- il nomme et, le cas échéant, révoque le Directeur Général et détermine la durée de ses fonctions ainsi que l'étendue de ses pouvoirs et notamment les types et montants maximums des transactions quotidiennes pouvant être effectuées par le Directeur Général sans l'autorisation préalable du Conseil d'Administration ;
- il exerce un contrôle permanent de la gestion assurée par le Directeur-Général ;
- il arrête les états financiers de synthèse et le rapport de gestion sur l'activité de la Société, qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire ;
- il autorise les conventions réglementées telles que décrites à l'Article 22.1.

Le Conseil d'Administration statue sans limitation et sans réserve sur tous les intérêts et toutes les opérations qui rentrent dans l'administration de la Société, et dont la solution n'est point expressément réservée, par l'Acte Uniforme ou les présents Statuts, à la décision de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut confier à un ou à plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés. Il peut décider la création de comités composés d'Administrateurs chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Dans ce cas, il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la Société, représentée par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences du Président du Conseil d'Administration ou d'une personne désignée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Article 18. Responsabilité des Administrateurs

Sous réserve de l'application des dispositions légales déterminant leur responsabilité dans le cadre des procédures d'apurement du passif pouvant affecter la Société, les Administrateurs ne contractent, en raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire, relativement aux engagements de la Société. Ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Article 19. Direction Générale

Nomination et durée du mandat

Le Conseil d'Administration entérine la décision de nomination par l'Assemblée Générale des Actionnaires, d'un Directeur Général sur proposition de l'Actionnaire République Démocratique du Congo, d'un Directeur Général Adjoint parmi les Administrateurs représentant les intérêts des autres Actionnaires suivant les critères cumulatifs de compétence, d'expertise, de moralité et de bonne gouvernance.

Il nomme suivant les mêmes critères sus-évoqués, un Directeur Financier et un Directeur Technique sur proposition de la Direction Générale.

Il délègue au Directeur Général, la gestion courante de la Société.

Le mandat du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint est de trois (3) ans renouvelable.

Pouvoirs

La direction de la Société est assurée par le Directeur Général qui représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Tout acte engageant la société est signé conjointement par le Directeur Général et Directeur Général Adjoint. A défaut de ce dernier, les actes sont signés soit avec le Directeur Technique soit avec le Directeur Financier selon les cas.



Article 21. Rémunération des Dirigeants

L'Assemblée Générale Ordinaire peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme fixe annuelle qu'elle détermine souverainement.

Le Conseil d'Administration décide librement de la répartition de cette somme entre ses membres. Le Conseil d'Administration peut également allouer à ses membres des rémunérations exceptionnelles pour les missions et mandats qui leur sont confiés, ou autoriser le remboursement des frais de voyage, déplacements et dépenses engagées dans l'intérêt de la société sous réserve des dispositions relatives aux conventions réglementées.

Ces rémunérations exceptionnelles sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

La rémunération du Président du Conseil d'Administration est fixée suivant la même procédure que celles des Administrateurs.

Les modalités et le montant de la rémunération des membres du Comité de Direction sont fixés, conformément aux textes légaux et réglementaires, par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Le cas échéant, les avantages en nature qui leur sont attribués sont fixés de la même manière que leur rémunération.

Aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues ici, ne peut être allouée aux dirigeants, hors les sommes perçues dans le cadre d'un contrat de travail.

TITRE IV - CONVENTIONS AVEC LA SOCIETE

Article 22. Conventions réglementées

Conventions visées

Doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration :

Toute convention, autre que celle portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, entre la Société et l'un de ses Administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration et à l'approbation de l'Assemblée Générale. Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la Société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la société et une entreprise ou une personne morale si l'un des administrateurs ou le Directeur Général ou le Directeur Général Adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Le Président du Conseil d'Administration avise le commissaire aux comptes, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration, dans le délai d'un mois à compter de sa conclusion.

Article 22. Conventions interdites

A peine de nullité de la convention, il est interdit aux Administrateurs, au Directeur Général et au Directeur Général Adjoint ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants ou descendants et aux autres personnes interposées, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Article 23. Cautionnements, avals et garanties

Les cautionnements, avals, garanties autonomes, contre-garanties autonomes et autres garanties souscrits par la Société pour des engagements pris par des tiers font l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Toutefois, le Conseil d'Administration peut, dans la limite d'un montant total qu'il fixe, autoriser le Directeur Général à donner des cautionnements, avals, garanties autonomes ou contre-garanties autonomes pour des engagements pris par des tiers. Cette autorisation peut également fixer, par engagement, un montant au-delà duquel le cautionnement, aval, garantie autonome, contre-garantie autonome de la Société ne peut être donné. Lorsqu'un engagement dépasse l'un ou l'autre des montants ainsi fixés, l'autorisation du Conseil d'Administration est requise.

La durée des autorisations prévues ci-dessus ne peut être supérieure à un (1) an quelle que soit la durée des engagements cautionnés, avalisés ou garantis.

Le Directeur Général ne peut pas déléguer le pouvoir qu'il a reçu en application des alinéas qui précèdent sauf accord exprès du Conseil d'Administration.

Les cautionnements, avals, garanties autonomes, contre-garanties autonomes et autres garanties donnés, sans autorisation, pour des engagements pris par des tiers sont nuls.

TITRE VI - ASSEMBLEES GENERALES

Article 25. Nature des Assemblées Générales et époque de leur réunion

25.1 Nature des Assemblées

Les Actionnaires se réunissent en Assemblée Générale Ordinaire ou en Assemblée Générale Extraordinaire. Les Assemblées Générales sont qualifiées :

- d'Assemblées Générales Extraordinaires, lorsqu'elles sont appelées à modifier l'une quelconque des dispositions des Statuts, et notamment à autoriser les fusions, scissions, transformations et apports partiels d'actifs, à transférer le siège social, ou encore à dissoudre par anticipation la Société ou en proroger la durée;

- d'Assemblées Générales Ordinaires dans les autres cas.

Article 26. Règles applicables à toutes les Assemblées Générales

26.1 Modes de convocation et délais

L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration.

A défaut, elle peut être convoquée :

- par le commissaire aux comptes, après que celui-ci a vainement requis sa convocation par le Conseil d'Administration ;

- par un mandataire désigné par la juridiction compétente, statuant à bref délai, à la demande soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou de plusieurs Actionnaires représentant au moins le dixième (1/10) du capital social de la Société ;

- par le liquidateur.

La convocation des Actionnaires est faite aux frais de la Société par l'un ou l'autre des Modes de Communications Autorisés. Les convocations par télécopie et courrier électronique ne sont valables que si l'Actionnaire a préalablement donné son accord écrit et communiqué son numéro de télécopie ou son adresse électronique, selon le cas. Il peut à tout moment demander expressément à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception que le moyen de communication susmentionné soit remplacé à l'avenir par un envoi postal. La convocation indique la date, le lieu de la réunion et l'ordre du jour.

L'avis de convocation doit parvenir quinze (15) jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale sur première convocation, et, le cas échéant, six (6) jours au moins pour les convocations suivantes.

Lorsque l'Assemblée Générale est convoquée par un mandataire ad hoc, le juge peut toutefois fixer un délai différent.

L'avis de convocation indique la dénomination de la Société, suivie, le cas échéant, de son sigle, sa forme, le montant de son capital social, l'adresse de son siège social, son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, le jour, heure et lieu de la réunion, ainsi que sa nature ordinaire ou extraordinaire et son ordre du jour.



Lieu de réunion des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales se tiennent au siège social ou en tout autre endroit mentionné dans l'avis de convocation.

Ordre du jour de l'Assemblée Générale

Etablissement de l'ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, en cas de convocation par un mandataire ad hoc, l'ordre du jour est fixé par la juridiction compétente qui l'a désigné.

Questions portées à l'ordre du jour à la requête d'Actionnaires

Un ou plusieurs Actionnaires peuvent requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, d'un projet de résolutions, à condition de justifier de la possession ou de la représentation de la fraction de capital exigée par l'Acte.

Les projets de résolution sont adressés au siège social de la Société, par l'un ou l'autre des Modes de Communications Autorisés, dix (10) jours au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale pour pouvoir être soumis au vote de l'Assemblée Générale.

Délibérations sur les questions portées à l'ordre du jour

L'Assemblée Générale ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à son ordre du jour.

Toutefois, l'Assemblée Générale peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration et procéder à son remplacement.

Lorsque l'ordre du jour de l'Assemblée Générale porte sur la présentation de candidats au poste d'Administrateur, il doit être fait mention de leur identité, de leurs références professionnelles, de leurs activités professionnelles et de leurs mandats sociaux au cours des cinq (5) dernières années.

Bureau de l'Assemblée Générale

Présidence

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration, ou en cas d'empêchement, par l'Actionnaire ayant ou représentant le plus grand nombre d'actions.

Scrutateurs

Les deux (2) Actionnaires représentant le plus grand nombre d'actions par eux-mêmes ou comme mandataires, sont nommés scrutateurs, sous réserve de leur acceptation.

Secrétaire

Un secrétaire est nommé par l'Assemblée Générale pour établir le procès-verbal des débats. Il peut être choisi en dehors des Actionnaires.

Feuille de présence

A chaque Assemblée Générale, il est tenu une feuille de présence indiquant outre le nombre d'actions dont il dispose et le nombre de voix attachées à ces actions :

- les nom, prénoms et domicile de chaque Actionnaire présent ou représenté,
- les nom, prénoms et domicile de chaque mandataire,
- les nom, prénoms et domicile de chaque Actionnaire ayant participé à l'Assemblée Générale par visio-conférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification,
- les nom, prénoms et domicile de chaque Actionnaire ayant adressé à la Société un formulaire de vote par correspondance.

Cette feuille de présence est émargée par les Actionnaires présents et par les mandataires, au moment de l'entrée en séance. Les procurations et les bulletins de vote par correspondance sont annexés à la feuille de présence, à la fin de l'Assemblée Générale.

La feuille de présence ainsi émargée est certifiée sincère et véritable, sous leur responsabilité, par les scrutateurs.

Procès-verbaux des délibérations des Assemblées Générales

Toute délibération de l'Assemblée Générale est constatée par un procès-verbal qui indique la date, le lieu de réunion, la nature de l'Assemblée Générale, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale et le résultat des votes pour chaque résolution, les documents et rapports présentés à l'Assemblée Générale et un résumé des débats.

Il est signé par les membres du bureau et archivé au siège social avec la feuille de présence et ses annexes.

En cas de participation à l'Assemblée Générale par visio-conférence ou autre moyen de télécommunication, il est fait mention dans le procès-verbal des incidents techniques éventuellement survenus au cours de l'Assemblée Générale et ayant perturbé son déroulement.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiées par le Président-Directeur Général ou par toute autre personne dûment mandatée à cet effet. En cas de liquidation, ils sont certifiés par un seul liquidateur.

Admission aux Assemblées Générales

Conditions d'admission aux Assemblées Générales

Tout Actionnaire ou son mandataire a le droit d'assister aux Assemblées Générales. Toutefois, ce droit est subordonné à l'inscription des actions au nom de l'Actionnaire, au jour de l'Assemblée Générale dans les registres de titres nominatifs tenus par la Société.

Les Administrateurs non Actionnaires peuvent participer à toutes les Assemblées Générales avec voix consultative.

Représentation des Actionnaires

Tout Actionnaire peut se faire représenter par un mandataire de son choix, qui peut être Actionnaire ou non.

Un même mandataire peut représenter plusieurs Actionnaires sans limites.

La procuration doit comporter :

- les nom, prénoms et le domicile ainsi que le nombre d'actions et de droit de vote du mandant,
- l'indication de la nature ordinaire ou extraordinaire de l'Assemblée Générale pour laquelle la procuration est donnée,
- la signature du mandant précédée de la mention "Bon pour pouvoir" et la date du mandat.

La procuration est donnée pour une Assemblée Générale. Elle peut toutefois être donnée pour deux (2) Assemblées Générales, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de sept (7) jours.

La procuration donnée pour une Assemblée Générale vaut pour les Assemblées Générales successives convoquées avec le même ordre du jour.



Effets des délibérations des Assemblées Générales

L'Assemblée Générale représente l'universalité des Actionnaires ; ses délibérations prises conformément à l'Acte Uniforme et aux présents Statuts, obligent tous les Actionnaires, y compris les Actionnaires absents, dissidents ou incapables.

Article 27. Règles relatives aux Assemblées Générales Ordinaires

Quorum et majorité

Quorum

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Majorité

L'Assemblée Générale Ordinaire statue à la majorité des voix exprimées. Il n'est pas tenu compte des bulletins ou votes blancs.

Pouvoirs de l'Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire délibère sur tout projet de résolutions porté à son ordre du jour et qui n'est pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire est notamment compétente pour :

- statuer sur les états financiers de synthèse de l'exercice,
- décider de l'affectation du résultat,
- nommer les membres du Conseil d'Administration, ainsi que les commissaires aux comptes,
- statuer sur le rapport du commissaire aux comptes prévu par les dispositions de l'article 440 de l'Acte Uniforme et approuver ou refuser d'approuver les conventions entre la Société et les dirigeants sociaux de la Société ou un Actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent. (10%) du capital de la Société,

- émettre des obligations,

- approuver le rapport du commissaire aux comptes prévu par les dispositions de l'article 547 de l'Acte Uniforme.



Périodicité des Assemblées Générales Ordinaires

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle se réunit au moins une (1) fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, sous réserve de la prorogation de ce délai par décision de justice.

Si l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas été réunie dans ce délai, le ministère public ou tout Actionnaire peut saisir la juridiction compétente statuant à bref délai afin d'enjoindre, le cas échéant sous astreinte, aux dirigeants de convoquer cette Assemblée Générale Ordinaire ou de désigner un mandataire pour y procéder.

Article 28. Règles relatives aux Assemblées Générales Extraordinaires

Quorum et majorité

Quorum

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent au moins la moitié (1/2) des actions, sur première convocation, et le quart (1/4) des actions, sur deuxième convocation.

Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée une troisième fois, dans un délai qui ne peut excéder deux (2) mois à compter de la date fixée par la deuxième convocation, le quorum restant fixé au quart (1/4) des actions.

Majorité

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers (2/3) des voix exprimées ;

Lorsqu'il est procédé à un scrutin, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède :

- dans le cas du transfert du siège de la Société sur le territoire d'un autre Etat, la décision est prise à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés,

- dans le cas de l'augmentation des engagements des Actionnaires au-delà de leurs apports, la décision est prise avec l'accord de chaque Actionnaire, à moins qu'il ne s'agisse d'une augmentation de capital par majoration du montant nominal des actions suite à l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission,

- dans le cas d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la décision est prise par l'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Pouvoirs de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions.

Elle est également compétente pour autoriser les fusions, scissions, transformations et apports partiels d'actif, transférer le siège de la Société en toute autre ville de la RDC, ou sur le territoire d'un autre Etat, dissoudre par anticipation la Société ou en proroger la durée.

TITRE V - COMMISSARIAT AUX COMPTES

Article 29. Nomination - Pouvoirs et rémunération des commissaires aux comptes

Le contrôle est exercé par un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant exerçant sa mission conformément à la loi.

La durée du mandat du commissaire aux comptes est de six exercices.

Le commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est désigné en même temps que le titulaire et pour la même durée.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions telles qu'elles sont définies aux articles 710 à 724 de l'Acte Uniforme.

Il est obligatoirement convoqué à toutes les Assemblées Générales, à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice, ainsi qu'à toute autre réunion du Conseil d'Administration intéressant sa mission.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont à la charge de la Société.

Article 30. Responsabilité

Le commissaire aux comptes titulaire du mandat est civilement responsables, tant à l'égard de la Société que des tiers, des conséquences dommageables, des fautes et négligences qu'il commet dans l'exercice de ses fonctions, sous réserve des dispositions des articles 725 et 726 de l'Acte Uniforme.

TITRE VII - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ET AFFECTATION DES BENEFICES

Article 31. Exercice social

L'exercice social commence le premier (1er) janvier et finit le trente et un (31) décembre de chaque année.



Article 32. Comptes

Etablissement des comptes et du rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration établit et arrête les états financiers de synthèse conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises.

Doivent figurer dans l'état annexé inclus dans les états financiers de synthèse :

- un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société, et
- un état des sûretés réelles consenties par elle.

Le Conseil d'Administration établit un rapport de gestion dans lequel il expose la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi et, en particulier, les perspectives de continuation de l'activité, l'évolution de la situation de trésorerie et le plan de financement.

Ces documents sont présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les états financiers de synthèse qui doit obligatoirement se tenir dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice.

Toute modification dans la présentation des états financiers de synthèse ou dans les méthodes d'évaluation, d'amortissement ou de provisions conformes au droit comptable doit être signalée dans le rapport de gestion et, le cas échéant, dans celui du commissaire aux comptes.

Communications antérieures à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire

Les états financiers de synthèse annuels et le rapport de gestion sont adressés au commissaire aux comptes, quarante-cinq (45) jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les états financiers de synthèse.

En ce qui concerne l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les états financiers de synthèse, tout Actionnaire a le droit par lui-même ou par le mandataire qu'il a nommément désigné pour le représenter à l'Assemblée Générale Ordinaire, de prendre connaissance au siège social des informations et documents prévues à l'article 525 de l'Acte Uniforme.

Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit pour l'Actionnaire de prendre connaissance emporte celui de prendre des copies à ses frais. Le droit de prendre connaissance s'exerce durant les quinze (15) jours qui précèdent la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les états financiers de synthèse.



Article 33. Affectation et répartition des bénéfices

33.1 Définition des bénéfices

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions.

33.2 Réserve légale

Il est obligatoirement constitué sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, une dotation égale à un dixième (1/10) au moins affectée à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Cette dotation cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le cinquième (1/5) du montant du capital social.

33.3 Répartition du bénéfice distribuable

Le bénéfice distribuable est le résultat de l'exercice, augmenté du report bénéficiaire et diminué des pertes antérieures, des dividendes partiels régulièrement distribués ainsi que des sommes portées en réserve en application de la loi ou des Statuts.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale détermine :

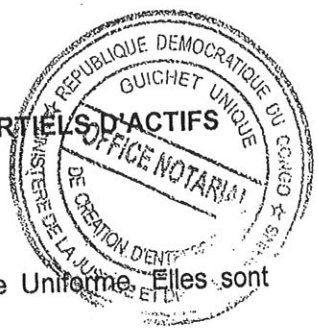
- le cas échéant, les dotations à des réserves facultatives,
- le part de bénéfices à distribuer aux actions,
- le montant du report à nouveau éventuel.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Assemblée Générale ou, à défaut, par le Conseil d'Administration.

Dans tous les cas, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par la juridiction compétente.

Cependant, sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de cette distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de tout ou partie des réserves à la condition qu'il ne s'agisse pas de réserves considérées comme indisponibles par la loi ou par les Statuts.



TITRE VIII - FUSION – SCISSION – TRANSFORMATION – APPORTS PARTIELS D'ACTIFS

Article 34. Fusion - Scission

Les opérations de fusion et de scission sont réglementées par l'Acte Uniforme. Elles sont décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 35. Transformation

La Société peut se transformer en une société d'une autre forme si, au moment de sa transformation, elle a été constituée depuis deux (2) ans au moins d'existence et si elle a établi et fait approuver par les Actionnaires le bilan de ses deux (2) premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, qui doit attester que l'actif net est au moins égal au capital social de la Société.

La transformation est soumise, le cas échéant, à l'assemblée des obligataires.

La transformation en société en nom collectif est décidée à l'unanimité des Actionnaires. Dans ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La décision de transformation est soumise à la publicité dans les conditions prévues par l'Acte Uniforme.

Article 36. Apports partiels d'actifs

La cession globale de l'actif de la Société ou l'apport de l'actif à une autre société, notamment par voie de fusion est autorisée aux conditions de quorum et de majorité pour les Assemblées Générales Extraordinaires.

TITRE IX - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 37. Dissolution à l'arrivée du terme statutaire à défaut de prorogation

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la durée de la Société, le Conseil d'Administration doit convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider si la durée de la Société doit être prorogée.

A défaut, tout Actionnaire peut demander à la juridiction compétente dans le ressort de laquelle est situé le siège social, statuant à bref délai, la désignation d'un mandataire ad hoc chargé de provoquer la consultation prévue à l'alinéa précédent.



Article 38. Dissolution anticipée

Si, du fait de pertes constatées dans les états financiers de synthèse, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié (1/2) du capital social de la Société, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital, d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié (1/2) du capital social de la Société.

A défaut de réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, comme dans le cas où cette assemblée n'a pas pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Les Actionnaires peuvent également dissoudre la Société par anticipation, par décision prise en Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 39. Liquidation amiable

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

Lorsque la liquidation est décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés aux conditions de quorum et majorité prévues pour les Assemblées Générales Extraordinaires.

La liquidation est réglée conformément aux dispositions des articles 203 à 222 de l'Acte Uniforme.

Le liquidateur représente la Société qu'il engage pour tous les actes de la liquidation. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable, et est habilité à payer les créanciers et à répartir entre les Actionnaires le solde disponible.

Le liquidateur convoque, au moins une (1) fois par an, et dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les états financiers de synthèse, de donne les autorisations nécessaires, et, le cas échéant, renouvelle le mandat du commissaire aux comptes.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les Actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social de la Société.

Article 40. Liquidation par voie de justice

La liquidation peut être ordonnée par décision de la juridiction compétente statuant à bref délai, rendue à la demande soit des personnes justifiant d'un intérêt légitime, soit d'Actionnaires représentant au moins le dixième (1/10) du capital, soit des créanciers sociaux, soit du représentant de la masse des obligataires.

TITRE XII - CONTESTATIONS – PUBLICITE

Article 41. Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société, ou après sa dissolution, pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les Actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les Actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout Actionnaire doit faire élection de domicile dans la ville du siège social de la Société. A défaut d'élection, ledit Actionnaire serait réputé avoir élu domicile au siège social de la Société.

Article 42. Publicité

La Société sera considérée transformée en société anonyme à la date de l'inscription des présents Statuts au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

En vue d'effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi, relativement à tous originaux, expéditions, copies ou extraits des présents Statuts et à tous actes et procès-verbaux, tous pouvoirs sont conférés au porteur des présentes.

TITRE XII - DISPOSITIONS FINALES

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents Statuts, les parties entendent se conformer entièrement à la législation en vigueur en République Démocratique du Congo.

Toutes les dispositions des présents Statuts contraires à la législation sont réputées non écrites.

Ainsi, fait à Kinshasa, le 28 / 06 / 2014 en neuf (9) originaux.

Signatures:

1. ***REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO:***
2. **SEGBIA NZAPA KOLI Jean Lambert:**
3. **KOSSIA NGAMA Joseph Désiré :** P.O.
4. **FANGBI NGINDO KEGBE POPOLIPO :**
5. **CODIS Sprl :** P.O
6. **GEREMBAYA NGOGBE**
7. **NAMWISI LUMANA Jeanne Clémentine :**

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère de la Justice et Droits Humains

Guichet Unique de Création d'Entreprise
OFFICE NOTARIAL

ACTE NOTARIE N° 1328/GUCE 9380/14/JUIL./03/2014

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de juillet.**********

Nous soussignés, **ITA IYOLO**, Notaire Titulaire à l'Office Notarial du Guichet Unique de Création d'Entreprise à Kinshasa/Gombe, agissant conformément aux prescrits des articles 10, 12 et 16 du Décret N°12/045 du 01 Novembre 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement du Guichet Unique de Création d'Entreprise, à l'Arrêté Ministériel N°037/CAB/MIN/J et DG/2013 du 01 mars 2013 portant Nomination des Notaires au Guichet Unique de Création d'Entreprise, ainsi qu'à l'Ordonnance n°66/344 du 09 juin 1966 relative aux actes notariés ; certifions que les documents ci-après : Assemblée Générale Extraordinaire du 28/06/14 de la société SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SARLo), Statuts coordonnés du 28/06/14 de la société SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SA) ayant son siège social à l'adresse suivante : (N°) 203, (Av.) EQUATEUR, (C.) GOMBE, (V.) Kinshasa, (P.) Kinshasa , dont les clauses ci-dessous insérées nous ont été présentées ce jour, à Kinshasa par **Maître SELEMANI KANYAKA SELE, dûment mandaté, ayant son adresse professionnelle à l'adresse suivante : (N°) 203, (Av.) EQUATEUR, (C.) GOMBE, (V.) Kinshasa, (P.) Kinshasa** ; comparaissant en personne en présence de **Monsieur MULUMBA TSHIBUYI BONIFACE**, Agent de l'Administration, résidant à Kinshasa, et de **Monsieur Caleb KALALA**, Agent de l'Administration, résidant à Kinshasa, témoins instrumentaires à ce requis réunissant les conditions exigées par la loi en la matière ; lecture du contenu de l'acte susmentionné a été faite par nous, tant au comparant qu'aux témoins MULUMBA TSHIBUYI BONIFACE, ci-dessus identifié et Caleb KALALA, ci-dessus identifié.**********

Le comparant pré-qualifié persiste et signe devant témoins et nous que, l'économie du document à authentifier renferme bien l'expression de la volonté des signataires, qu'ils sont seuls responsables de toutes contestations pouvant naître de l'exécution dudit document sans évoquer la complicité de l'Office Notarial ainsi que du Notaire. En foi de quoi, le présent acte vient d'être signé par les comparants, témoins et nous, et revêtu du sceau de l'Office Notarial du Guichet Unique de Création d'Entreprise à Kinshasa/Gombe.**********

SIGNATURE DES COMPARANTS

Maître SELEMANI KANYAKA SELE

SIGNATURE DU NOTAIRE

ITA IYOLO

NOMS ET SIGNATURES DES TEMOINS

1. MULUMBA TSHIBUYI BONIFACE

2. Caleb KALALA

Droits perçus : Frais d'acte de 167400 dont 37200 CDF pour l'authentification.**********

Suivant les Notes de Perception N° E3732118, E3732120, E3732117, E3732119 et ainsi que les attestations de paiement N° 214629, 214627, 214628, 214630 de ce jour.

Enregistré par nous soussignés, ce trois juillet de l'an deux mille quartoze sous le Numéro 1328/GUCE 9380/14/JUIL./03/2014.

SIGNATURE DU NOTAIRE

ITA IYOLO

GUICHET UNIQUE
CREATION D'ENTREPRISE
OFFICE NOTARIAL
Expédition Certifiée Conforme
Kinshasa, le 03.07.2014

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
GUICHET UNIQUE
OFFICE NOTARIAL
DE CRÉATION D'ENTREPRISE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DROITS HUMAINS

Guichet Unique
de Création d'Entreprise
ITA IYOLO
NOTAIRE

M o

DECLARATION ☒ de CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE
ou ☐d'OUVERTURE d'un ETABLISSEMENT SECONDAIRE
ou ☐d'OUVERTURE d'une SUCCURSALE d'une personne morale ETRANGERE

A.P. Porto Novo 23/24 juin 1999

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

DENOMINATION : **SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE**

NOM COMMERCIAL: _____ ENSEIGNE: _____ en SIGLE : **SONAL**

ADRESSE DU SIEGE: **KINSHASA, AVENUE DE L'EQUATEUR N°203, DANS LA COMMUNE DE LA GOMBE EN R.D.CONGO**

ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT CREE: _____

FORME JURIDIQUE: **S.A.** N° R.C.C.M. du siège: CD/KIN/RCCM/**14-B-2745(Ancien n°NRC/24634)**

CAPITAL SOCIAL: **3.802.988.745 FC** DONT NUMERAIRES: _____ DONT EN NATURE: _____

DUREE: **99 Années entières consécutives**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

6 **ACTIVITE:** ACTIVITE PRINCIPAL : (préciser) :- D'organiser et d'effectuer toutes opértions des jeux de hasard, de loteries, et de
7 concours de pronostic sous toutes leurs formes, - de contibuer dans la mesure déterminée par l'assemblée générale à la promotion
8 des œuvres sociales et artistiques, au développements des activités socio-économiques ainsi qu'à d'autres fins d'utilité publique, la société peut effectuer soit-même, soit pour le compte de tiers, toutes opérations mobilières, immobilières, financières, commerciales ou civiles entrant dans son objet social ou de nature à en favoriser la réalisation, la société peut aussi s'intéresser par voie d'apports, souscription, fusion, participation financères ou sous toute autre forme dans des sociétés ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe au sein ou de nature à faciliter ou à développer directement son actvité.

Date de début : **04 JUILLET 2014**, Nbre de salariés prévus _____

PRINCIPAL ETABLISSEMENT OU SUCCURSALE :

Adresse : _____

Origine : ☒ Création, ☐ Achat, ☐ Apport, ☐ Prise en location gérance, ☐ Autre (préciser): _____

Précédent exploitant: Nom: _____, Prénoms: _____

Adresse: _____, N° RCCM: _____

Loueur de fonds (nom/dénomination, adresse): _____

14 **ETABLISSEMENTS SECONDAIRES**: (autres que celui créé) ,- ☐ No , ☒ Oui (préciser):

Adresse :- .....

Activité: .....

ASSOCIES TENUS INDEFINIMENT ET PERSONNELLEMENT (*)

15 **(*) La totalité des renseignements relatifs à ces associés doit IMPERATIVEMENT figuré sur le formulaire complémentaires M.o Bis annexé.**

RESUME DES INFORMATIONS:

NOM	PRENOM	DATE LIEU DE NAISS.	ADRESSE

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DIRIGEANTS (*) (**)

16 **(*) Concerne les Gérants, Administrateurs ou associés ayant le pouvoir d'engager la personne morale**
(**) Les renseignements ne pouvant figurer ci-dessous doivent IMPERATIVEMENT être reportés sur le formulaire M.o Bis annexé.

NOM	PRENOM	DATE LIEU DE NAISS.	ADRESSE	FONCTION (***)
-Mr. MULAILA THENGA BANDZUH	THEKYS	2/07/1960 A KABAMBARE	Avenue Liberté N°1447, Quartier Bon marché dans la commune de Barumbu	PCA
-				

(***) Préciser: Gérant, PDG, Administrateur, Associé

COMMISSAIRES AUX COMPTES

17

NOM	PRENOM	DATE LIEU DE NAISS.	ADRESSE	FONCTION
				TITULAIRE
				SUPPLEANT

LE SOUSSIGNE (préciser si mandataire) : **Me. SELEMANI KANYAKA SELE, Avocat**
demande à ce que la présente constitue ☒ **DEMANDE D'IMMATRICULATION AU R.C.C.M.**

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de
L'Acte Uniforme sur le droit commercial général a été vérifiée par le greffier Titulaire du Guichet Unique soussigné
qui a procédé à l'inscription, **Le 04/07/2014** sous Le N° **CD/KIN/RCCM/14-B-2745**

Fait à Kinshasa, le 09 JUIL 2014
Signature



DECLARATION DE MODIFICATION

☒ de la PERSONNE MORALE ☐ d'un ETABLISSEMENT

☐ Caractéristiques, ☐ Activités, ☐ Dirigeants, ☐ Transfert, ☐ Fermeture, ☐ Dissolution

AP Porto Novo 23/24 juin 1999 **MODIFICATION RELATIVES A LA PERSONNE MORALE**

LA PERSONNE MORALE MODIFIE N° RCCM de l'entreprise :CD/KIN/RCCM/14-B-2745(Ancien n° NRC/24643)

Son **SIEGE** :Nouveau siège : à KINSHASA, AVENUE DE L'EQUATEUR N°203, DANS LA COMMUNE DE LA GOMBE EN R.D.CONGO.....

Ancien siège :..... RCCM N°NRC/24643.....Date..17/10/1991.....

Sa **FORME JURIDIQUE** : Nouvelle :...S.A.....Ancien.....SARL.....Date...17/10/1991..

Son**CAPITAL** :Nouveau :.....3.802.988.745 FC..... .....Ancien :...3.802.988.745 FC.....Date.17/10/1991.....

Son **ACTIVITE :** Activités supprimées.....

Date..._____Activités ajoutées.....

Son **NOM COMMERCIAL, ENSEIGNE,SIGLE** Nouveau:.....SOCIETE NATIONAL DE LOTERIE SARL.....

Ancien : SONAL .S.A.R.L...Date d'effet.....17/10/1991.....

AUTRE (préciser) : - Procès Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire **du 28 /06/2014 notarié le 03/07/2014** de la Société SONAL SARL, ayant à l'ordre du jour les résolutions suivantes ,- **1° Projet d'ordre du jour,** A l'unanimité voix, l'ordre du jour est adopté par les actionnaires, **2° La mise en harmonie des statuts de la société commerciales et du groupement d'intérêt économique (OHADA), 1.** l'assemblée générale extraordinaire décide à l'unanimité, de mettre en harmonie les statuts de la SONAL SARL en adoptant les statuts rédigés à nouveau en toutes leurs dispositions,2. L'assemblée décide à l'unanimité de transformer la forme actuelle de la SONAL « Société Anonyme avec conseil d'aministration », en sigle « SONAL SA », conformément à l'acte uniforme précité, 3° L'assemblée décident d'adopter les satuts de la SONAL SA en annexe, tels que rédigés à nouveau en toutes leurs dispositions et chacun d'eux s'engage à les signer en l'état à la date de la présente assemblée générale.

La personne est **DISSOUTE(Indiqur les coordonnées du liquidateur à la rubrique « dirigeants ») Date du** .....

MODIFICATIONS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT

NUMERO RCCM actuel...CD/KIN/RCCM/14-B-2745.....

ADRESSE ou NOUVELLE ADRESSE.....

Cet Établissement est

TRANSFERT, Ancienne adresse.....

VENDU, Acquéreur.....

RCCM de l'acquéreur.....

FERME, Date.....

MODIFIE, Activités supprimées .....

Activités ajoutées.....

AUTRE : (préciser).....

MODIFICATIONS RELATIVES AUX ASSOCIES (*)

(*) **La totalité des modifications et informations relatives aux associés indéfiniment et** personnellement responsable doit IMPERATIVEMENT figurer sur les formulaires complémentaires **M2** Bis annexé

RESUME DES INFORMATIONS

*Identité .....Nouveau, Partant, Maintenu modifié

Ancienne qualité..... Nouvelle qualité.....Date.....

*Identité .....Nouveau, Partant, Maintenu modifié

Ancienne qualité..... Nouvelle qualité.....Date.....

*Identité .....Nouveau, Partant, Maintenu modifié

Ancienne qualité.....Nouvelle qualité.....Date.....

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DIRIGEANTS (*)(**)

(*)Concerne les Gérants, Administrateurs ou associés ayant le pouvoir d'engager la personne morale

(**)La totalité des modifications et informations relatives aux dirigeants doit IMPERATIVEMET figurer sur le formulaire complémentaire **M2 Bis.**

RESUME DES INFORMATIONS

*Identité : Mr. MULAILA THENGA BANDZU THEKYS Nouveau, Partant, Maintenu modifié

Ancienne qualité.....Nouvelle qualité.....Date.....

*Identité : .....Nouvelle qualités.....Date.....

*Identité : .....Nouveau, Partant, Maintenu modifié

Ancienne qualité.....Nouvelle qualité.....Date.....

COMMISSAIRES AUX COMPTES (*)

(*)La totalité des modificationsrelatives aux commissaires aux comptes doitIMPERATIVEMENT figurer sur le formulaire complément M2 Bis

Changement de Commissaire aux Compte OUI ☐ NON ☐

Modification *des informations sur les Commissaires aux compte OUI, NON* ☐

09 JUIL 2014

LE SOUSSIGNE (préciser si mandataire) : **Me. SELEMANI KANYAKA SELE, Avocat**

Demande à ce que la présente constitue ☒ **DEMANDE D'IMMATRICULATION AU RCCM**

☐ **DEMANDE DE RADIATION AU R.C.C.M.**

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de l'Acte Uniforme sur le Droit commercial général a été vérifiée par **le Greffier Titulaire du Guichet Unique ONEZIME KAUNDA MBIYA,** , soussigné qui a procédé à l'inscription **Le 04/07/2014** sous le NUMERO **CD/KIN/RCCM/14-B-2745**

Le Greffier

SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE

En abrégé «SONAL SARL»

Société par action à responsabilité limitée

Siège social: Kinshasa, Avenue de l'Equateur n°203

Nouveau Registre du commerce de Kinshasa n° 11523

IDENTIFICATION NATIONALE :01-841-20045 Y

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 28 JUIN 2014

La Société a été constituée sous la dénomination « SOCIETE ZAIROISE DE LOTERIE » en abrégé « SOZAL » par acte authentique du dix-huit Mai mil neuf cent quatre-vingt quatre, pris en dépôt au greffe du Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe le dix-neuf Juin mil neuf cent quatre-vingt cinq.

La dénomination de la Société a été modifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le vingt-quatre Juillet mil neuf cent quatre-vingt dix-sept et est devenue « SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE » en abrégé « SONAL ».

La création de la Société a été autorisée par l'ordonnance n° 84-155 du quatre Juillet mil neuf cent quatre-vingt quatre.

L'an deux mille quatorze, le vingt huitième jour du mois de juin, s'est tenue à Kinshasa au bureau du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société.

1. Bureau

Ouverte à 15h 30', la séance est présidée par Monsieur MULAILA THENGA BANDZUH Thekys, Président du Conseil d'Administration.

Le Secrétariat est assuré par Maître SELEMANI KANYAKA SELE, Messieurs SEGBIA NZAPA KOLI et Clément MUSHENGEZI sont désignés par l'Assemblée comme Scrutateurs.

2. Composition de l'Assemblée

Après son ouverture par le Président, il est constaté la présence des Actionnaires dont les noms, qualités, le nombre d'actions dont chacun est propriétaire sont repris sur la liste des présences annexée au présent procès-verbal et signée par chacun d'eux ou leurs mandataires ainsi que par les membres du bureau.

Quant aux procurations, il y en a trois sous seing privé, et resteront jointes au présent procès-verbal.

3. Constatation de la constitution régulière de l'Assemblée

A l'unanimité, les Actionnaires passent outre les formalités tenant au respect des délais de convocation de la présente Assemblée, après sa composition régulière, estiment qu'elle peut valablement siéger et délibérer sur les points inscrits au projet d'ordre du jour.

4. Exposé

Après vérifications des présences et procurations, le Président de séance soutient que les points ci-dessous sont inscrits au projet d'ordre du jour :

1. Adoption de l'ordre du jour
2. La mise en harmonie des statuts de la Société avec les dispositions de l'acte uniforme révisé relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (OHADA).



5. Délibérations:

1. Projet d'ordre du jour

Mis aux voix, l'Assemblée prend la résolution qui suit :

Résolution :

A l'unanimité, l'ordre du jour est adopté par les actionnaires.

2. La mise en harmonie des statuts de la Société avec les dispositions de l'acte uniforme révisé relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (OHADA) :

Le Président de séance rappelle que ce point était inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 07 août 2013, mais était resté pendant et que c'est l'occasion pour les actionnaires de se prononcer sur le projet des statuts soumis à leur approbation.

Intervenant pour renchérir l'exposé du Président, le Comité de Direction soutient qu'il avait institué une commission pour mettre en harmonie les statuts de la Société avec les dispositions de l'acte uniforme révisé relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (OHADA).

En application de l'article 908 de cet acte uniforme sus évoqué, la Société Nationale de Loterie, à l'instar de toutes autre Sociétés constituées en République Démocratique du Congo avant l'entrée en vigueur du droit OHADA, devait impérativement mettre en harmonie ses statuts avec les dispositions de cet acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales avant le 12septembre 2014.

Pour la Sonal Sarl, cette question était liée à la résolution de la question relative à la durée de vie de la Société dont l'échéance est fixée au 04 juillet 2014, date à laquelle la Société devait atteindre son terme de 30 ans conformément à la législation ancienne sur les sociétés commerciales.

En procédant à la mise en harmonie des statuts, l'Assemblée Générale des Actionnaires prorogeait la durée de vie de la société pour 99 ans.

Après débats et délibération, l'Assemblée arrête comme résolutions :

Résolutions :

1°) L'Assemblée Générale Extraordinaire décide à l'unanimité, de mettre en harmonie les statuts de la SONAL SARL en adoptant les statuts rédigés à nouveau en toutes leurs dispositions.

2°) L'Assemblée décide à l'unanimité de transformer la forme actuelle de la SONAL, « Société par actions à responsabilité limitée » en la forme SONAL « Société Anonyme avec Conseil d'Administration », en sigle « SONAL SA », conformément à l'acte uniforme précité.

3°) Les Actionnaires décident d'adopter les statuts de la SONAL SA en annexe, tels que rédigés à nouveau en toutes leurs dispositions et chacun d'eux s'engage à les signer en l'état à la date de la présente Assemblée Générale.

4°) L'Assemblée à l'unanimité, confère tous pouvoirs à Maître SELEMANI KANYAKA SELE, Secrétaire de séance, de procéder à toutes les formalités d'authentification du présent procès-verbal, des statuts adoptés, en annexe, et de poser tous autres actes jusqu'à l'obtention du Registre de Commerce et de Crédit Mobilier pour compte de la Société Nationale de Loterie, en sigle SONAL SA (Société Anonyme).

Commencée à 15h 40', la séance a pris fin à 19h5'.

Scrutateurs

SEGBIA NZAPA KOLI Jean Lambert

Clément MUSHENGEZI

MULAILA THENGA BANDZUH Thekys

Président du Conseil d'Administration

SELEMANI KANYAKA SELE

Secrétaire du Conseil d'Administration

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère de la Justice et Droits Humains

Guichet Unique de Création d'Entreprise
OFFICE NOTARIAL

ACTE NOTARIE N° 1328/GUCE 9380/14/JUIL./03/2014

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de juillet.**********

Nous soussignés, **ITA IYOLO**, Notaire Titulaire à l'Office Notarial du Guichet Unique de Création d'Entreprise à Kinshasa/Gombe, agissant conformément aux prescrits des articles 10, 12 et 16 du Décret N°12/045 du 01 Novembre 2012 portant Création, Organisation et Fonctionnement du Guichet Unique de Création d'Entreprise, à l'Arrêté Ministériel N°037/CAB/MIN/J et DG/2013 du 01 mars 2013 portant Nomination des Notaires au Guichet Unique de Création d'Entreprise, ainsi qu'à l'Ordonnance n°66/344 du 09 juin 1966 relative aux actes notariés ; certifions que les documents ci-après : Assemblée Générale Extraordinaire du 28/06/14 de la société SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SARLo), Statuts coordonnés du 28/06/14 de la société SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SA) ayant son siège social à l'adresse suivante : (N°) 203, (Av.) EQUATEUR, (C.) GOMBE, (V.) Kinshasa, (P.) Kinshasa , dont les clauses ci-dessous insérées nous ont été présentées ce jour, à Kinshasa par **Maître SELEMANI KANYAKA SELE, dûment mandaté, ayant son adresse professionnelle à l'adresse suivante : (N°) 203, (Av.) EQUATEUR, (C.) GOMBE, (V.) Kinshasa, (P.) Kinshasa** ; comparaissant en personne en présence de **Monsieur MULUMBA TSHIBUYI BONIFACE**, Agent de l'Administration, résidant à Kinshasa, et de **Monsieur Caleb KALALA**, Agent de l'Administration, résidant à Kinshasa, témoins instrumentaires à ce requis réunissant les conditions exigées par la loi en la matière ; lecture du contenu de l'acte susmentionné a été faite par nous, tant au comparant qu'aux témoins MULUMBA TSHIBUYI BONIFACE, ci-dessus identifié et Caleb KALALA, ci-dessus identifié.**********

Le comparant pré-qualifié persiste et signe devant témoins et nous que, l'économie du document à authentifier renferme bien l'expression de la volonté des signataires, qu'ils sont seuls responsables de toutes contestations pouvant naître de l'exécution dudit document sans évoquer la complicité de l'Office Notarial ainsi que du Notaire. En foi de quoi, le présent acte vient d'être signé par les comparants, témoins et nous, et revêtu du sceau de l'Office Notarial du Guichet Unique de Création d'Entreprise à Kinshasa/Gombe.*********

SIGNATURE DU NOTAIRE
ITA IYOLO

SIGNATURE DES COMPARANTS

Maître SELEMANI KANYAKA SELE

NOMS ET SIGNATURES DES TEMOINS

1. MULUMBA TSHIBUYI BONIFACE

2. Caleb KALALA

Droits perçus : Frais d'acte de 167400 dont 37200 CDF pour l'authentification.**********
Suivant les Notes de Perception N° E3732118, E3732120, E3732117, E3732119 et ainsi que les attestations de paiement N° 214629, 214627, 214628, 214630 de ce jour.
Enregistré par nous soussignés, ce trois juillet de l'an deux mille quatorze sous le Numéro 1328/GUCE 9380/14/JUL./03/2014.

SIGNATURE DU NOTAIRE
ITA IYOLO

GUICHET UNIQUE
CREATION D'ENTREPRISE
OFFICE NOTARIAL
Expédition Certifiée Conforme
Kinshasa, le 03/07/2014

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
GUICHET UNIQUE
OFFICE NOTARIAL
DE CREATION D'ENTREPRISE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DROITS HUMAINS

Guichet Unique de Création d'Entreprise
ITA IYOLO
NOTAIRE